Laïcité et islamisme en Turquie aujourd'hui

Secularity and Islamism in Turkey today

Laicidad e islamismo en la Turquía actual

Doğan Duman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1511>

DOI : 10.4000/ries.1511

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 135-143

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Doğan Duman, « Laïcité et islamisme en Turquie aujourd'hui », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 21 novembre 2011, consulté le 01 mai 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/ries/1511> ; DOI : 10.4000/ries.1511

Laïcité et islamisme en Turquie aujourd'hui

Doğan Duman

Depuis les années quatre-vingt-dix, l'islam politique gagne du terrain en Turquie, si bien qu'il est devenu candidat à gouverner le pays. Une série de débats ont cherché à éclairer les origines de ce succès du mouvement islamiste dans le pays. Parmi les facteurs qui l'alimentent, l'essor du libéralisme occupe une place particulière. Depuis 1950, et surtout au cours des années quatre-vingts, cette évolution a créé un bouleversement dans les esprits, notamment dans les classes pauvres de la société turque : ceux qui perdent leur statut social, ceux qui cherchent un refuge face à la dégradation des valeurs considèrent l'islam politique comme une issue de secours. Un autre facteur qui encourage l'islam politique en Turquie est la politique appliquée dans l'éducation nationale depuis 1945 : l'enseignement religieux délivré dans les *İmam Hatip* (écoles religieuses) et les *Kuran Kursu* (écoles coraniques), ainsi que le cours de religion obligatoire d'après la Constitution de 1982, ont préparé le terrain. Nous allons tenter d'exposer la situation de l'enseignement de la religion dans l'instruction publique depuis 1923 jusqu'à nos jours, en évoquant ses particularités et les problèmes de la société turque à ce sujet.

123

UN ENSEIGNEMENT RELIGIEUX CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT SOUS LA RÉPUBLIQUE

En Turquie moderne, dans l'instruction publique, l'enseignement de la religion sous le contrôle de l'État a été mis en place sous la République et s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

À la suite de la proclamation de la République, les dirigeants du nouvel État ont adopté une politique différente du régime ottoman en matière d'enseignement comme dans les autres domaines. Comme la *charia* était en vigueur dans l'Empire ottoman, il était normal que l'enseignement possède un caractère religieux. Mais la République, par son idéologie et sa structure, constituait une alternative au régime ottoman et cette nouvelle alternative a consisté à supprimer les institutions d'antan.

Avec l'avènement de l'ère républicaine, une innovation révolutionnaire se produit dans l'Éducation nationale avec l'adoption, le 3 mars 1924, de la loi dite de l'unicité de l'enseignement (*öğretim birliği*). Cette loi, actuellement en vigueur, octroie le monopole de l'organisation de toute forme d'instruction

publique au nouveau ministère de l'Éducation. Les établissements scolaires occidentaux qui fonctionnaient depuis le milieu du XIX^e siècle sont réorganisés. Les *medersas* (institutions islamiques d'éducation) sont fermées. Toutefois, lors de la transition vers le régime républicain, l'État avait encore un caractère religieux : le programme de l'enseignement primaire visait à faire connaître la religion¹, et il fallait consacrer deux heures par semaine à des cours de « Coran et de connaissances religieuses » dispensés aux élèves dès la première année. Les programmes scolaires du collège prévoyaient de donner des cours de religion à raison d'une heure par semaine en première et deuxième années. Ces cours furent obligatoires jusqu'en 1927. Ensuite, ils disparurent des programmes du collège².

En 1926, le programme scolaire de l'école primaire enjoint de donner deux heures de cours de religion par semaine en deuxième et troisième années, ainsi qu'une heure par semaine en quatrième et cinquième années. Dans le programme, l'objectif de ces cours³ est de « soulever des sentiments de passion envers Allah, faire aimer la religion de l'islam et apprendre les bienfaits de l'union religieuse des musulmans ». En 1929, un changement se produit en matière d'enseignement religieux. On décide de donner ces cours de religion en troisième, quatrième et cinquième années de l'école primaire mais les élèves ne sont plus obligés de passer un examen sur cette matière. D'après le programme scolaire de 1930, dans les écoles primaires, le cours de religion ne serait que d'une demi-heure par semaine si les parents en font la demande. Ainsi, ce cours devient une matière d'enseignement à option parmi d'autres, puis les cours optionnels de religion disparaissent à leur tour progressivement après 1930. Nous savons toutefois qu'en province, l'enseignement religieux s'est fait dans les écoles primaires jusqu'en 1938⁴. Après cette date, le cours de religion est définitivement supprimé dans l'instruction publique. L'enseignement de la religion est par ailleurs assumé par les imams dans les cours de catéchèse islamique (*Kuran Kursu*). Cette situation durera jusqu'en 1949.

À partir de 1930 et durant vingt ans, l'État ne dispense pas d'enseignement religieux et n'est pas favorable à l'idée de former des religieux professionnels⁵. Cette attitude peut s'expliquer par le caractère laïc de l'État. En 1928, la faculté de la théologie de l'université d'Istanbul lance un programme de réformes concernant la religion. Il y est précisé que l'éducation et l'enseignement doivent être « nationaux et scientifiques », « l'école et la science » devant dominer la vie sociale. Quant à la religion, si elle est considérée comme

1. H. Hüsnü Cırlı, *İlköğretim : Cumhuriyet Döneminde Eğitim*, İstanbul, 1983, p. 270.

2. Hasan Ali Yücel, *Türkiye'de Orta Öğretim*, İstanbul, 1938, p. 171.

3. « İlk Mektepler Müfredat Programı », İstanbul, 1320 cité par Vahdettin Ergin, « Cumhuriyetten Günümüze Din Eğitimi ve Öğretimi », *Zaman* /quotidien conservatrice, 8 mars 1988.

4. Yahya Akyüz, *Türkiye'de Öğretmenlerin Toplumsal Değişimdeki Etkileri (1848-1940)*, 1978, p. 279.

5. Fehmi Yavuz, *Din Eğitimimiz ve Toplumumuz*, Ankara, 1970, p. 45-46.

« une institution sociale », on souligne qu'elle doit s'adapter aux enseignements de la science et de la raison. Ainsi, le gouvernement réduit l'islam à la relation entre l'individu et Dieu.

Réintroduction de l'enseignement religieux

Dans les années 1940, le régime républicain commence à changer de politique vis-à-vis de la religion. Au sein du pouvoir, un groupe de politiciens adopte une approche pragmatiste face à l'islam, ayant constaté que, dans le domaine de la religion, le gouvernement n'a pu combler le vide qui s'est créé suite à la suppression de l'enseignement religieux. Il propose donc, sous contrôle de l'État, de créer une éducation à la religion dont les limites seront déterminées par l'État qui exercera un contrôle strict de cette éducation.

Le 19 février 1948, en quatrième et cinquième années de l'école primaire, on autorise une fois de plus l'enseignement religieux pour ceux qui en font la demande. L'année suivante, le 15 février 1949, cette décision entre en vigueur, à condition que le cours de religion s'effectue en dehors des horaires scolaires. Les gouvernements de cette époque se montrent très sensibles à la question de l'enseignement de religion dans les établissements étatiques scolaires et très attentifs au contenu des cours de religion. La circulaire ministérielle de l'époque exige surtout que les informations religieuses destinées aux élèves contiennent des points communs aux différentes mouvances islamiques. On craint que l'enseignement approfondi de la religion ne porte atteinte à l'intégrité nationale. De ce fait, les cours de religion et les manuels scolaires, soigneusement élaborés, insistent plutôt sur l'importance de la fidélité à l'unité nationale et à l'intégrité de la patrie. Les premiers manuels, préparés par une commission composée de représentants du ministère de l'Éducation nationale et du secrétariat d'État aux Affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*), proposent une vision de l'islam que d'autres musulmans que les Turcs auraient probablement des difficultés à admettre⁶.

En réalité, par l'intermédiaire des cours de religion, le régime républicain a pour objectif d'imposer une interprétation islamique, correcte selon lui, aux jeunes générations. Cette nouvelle conception islamique vise à réduire l'islam à une bonne morale et à la prière. Cette nouvelle approche semble l'élément essentiel de l'unité nationale et de la culture, considérées comme primordiales dans la lutte contre le communisme qui, à partir du début de la Guerre froide, est perçu comme menaçant la Turquie.

En 1950, l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate, conservateur, et le passage du régime du parti unique (entre 1923 et 1950) à une démocratie pluri-partite sont à l'origine de nouvelles approches de l'enseignement religieux ainsi

6. Bernard Lewis, *Modern Türkiye'nin Doğuşu*, Ankara, 1984 (2^e éd.), p. 414.

que de la religion elle-même. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du parti démocrate, les parents qui souhaitaient que leurs enfants suivent le cours de religion s'adressaient aux administrations des établissements scolaires. Le fonctionnement est désormais inverse : ce sont ceux qui ne souhaitent pas suivre ce cours qui doivent en faire la demande auprès des établissements. De fait, dans la société turque de cette époque attachée aux valeurs religieuses et traditionnelles, cette procédure obligeait les parents à envoyer leurs enfants aux cours de religion. En province surtout, où le conservatisme religieux dominait, il était impensable que les familles s'adressent aux administrations scolaires en vue d'obtenir une dispense de l'enseignement religieux pour leurs enfants. En 1956, on décide de faire du cours de religion une matière à option dans l'enseignement secondaire. Cette décision renforce les débats sur le cours de religion : certains intellectuels trouvent qu'ils sont en contradiction avec la laïcité tandis que la « commission nationale éducation de la Turquie », qui mène des enquêtes sur le problème de l'enseignement, n'y voit aucun problème.

En 1967, les cours de « connaissances religieuses » à option sont introduits dans les programmes des lycées⁷. Les objectifs sont clairs : « en s'appuyant sur les connaissances acquises dans les écoles primaires et les collèges, enseigner aux lycéens l'existence de l'autre monde et les liaisons entre les valeurs morales et matérielles, en faisant apparaître qu'elles ne sont pas contradictoires ».

Mais le Parti de la justice, conservateur, attend un autre résultat de l'enseignement religieux dans les lycées. Comme l'explique un député de ce parti, le véritable motif de l'enseignement religieux est d'« inculquer une conscience nationale et religieuse aux enfants turcs, apprendre la foi turcomusulmane et ainsi faire disparaître les mouvements gauchistes »⁸. En effet le véritable objectif des autorités de l'époque est d'utiliser les cours de religion pour combattre plus efficacement l'influence des idéologies gauchistes.

En 1973, le Parti du peuple républicain (progressiste) forme une coalition avec le Parti national du salut (islamiste). Sous la pression de celui-ci, le gouvernement accepte de mettre en place des cours de « morale » : ils seront obligatoirement enseignés à raison d'une heure par semaine dans les classes où existent les cours de connaissances religieuses. Le contenu de ce nouveau cours n'est en effet pas très différent des cours de religion. De plus, peu de temps après, le gouvernement décide que les enseignants chargés des cours de religion sont ceux qui commenceront à donner le cours de connaissances morales⁹. Ainsi, dans les établissements scolaires, les cours de religion deviennent en fait obligatoires sous un nom différent.

7. Beyza Bilgin, *Türkiye'de Din Eğitimi ve Liselerde Din Dersleri*, Ankara, 1980, p. 70.

8. *Yeni İstanbul*, 15 février 1967.

9. *Cumhuriyet*/quotidienne progressiste, 7 avril 1975.

L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE DE LA RELIGION : UNE STRATÉGIE POLITIQUE RÉUSSIE ?

Le coup d'État du 12 septembre 1980 est un tournant dans les rapports entre enseignement et éducation religieuse : le régime militaire pense que l'islam peut être une solution contre toutes les idéologies extrémistes et un moyen pour assurer l'unité nationale et la paix sociale. En soutenant l'islam modéré, qui est de plus sous le contrôle de l'État, on pourra combattre plus efficacement l'extrême gauche, l'extrême droite ainsi que le séparatisme kurde. On croit d'autre part on qu'il est possible de supprimer les activistes des mouvements radicaux sunnites¹⁰.

Après le coup d'État, les militaires forment le conseil de la sécurité nationale (MGK) qui dirige le pays. Lors d'une discussion sur la Constitution de 1982, qui est actuellement en vigueur, le général Kenan Evren, président du conseil, explique pourquoi l'enseignement religieux doit être obligatoire. « Pourquoi les *imam hatip* (écoles religieuses) s'accroissent-elles ? La réponse est : les parents veulent que leurs enfants suivent un enseignement de religion. S'ils savent que leurs enfants peuvent apprendre la prière et certaines pratiques religieuses dans les écoles ordinaires, ils ne les enverront pas à l'*imam hatip* »¹¹. Un autre membre du conseil, le général Nurettin Ersin déclare : « dans le pays, puisque la religion existe comme ciment social, il est tout à fait naturel que tout le monde l'apprenne »¹². Dans le rapport intitulé *L'enseignement religieux et l'exploitation de la religion*, préparé par une haute commission composée, au lendemain du coup d'État du 12 septembre, de sept ministres et du président des Affaires religieuses, la religion est présentée comme facteur d'unité de la société turque.

Conformément à cette conception, l'enseignement religieux devient obligatoire. De plus, cette obligation est inscrite dans l'article 24 de la constitution de 1982. À partir de l'année scolaire 1982-1983, les cours de religion et de morale sont réunis. Portant le nom officiel de « cours de culture religieuse et de connaissances morales » (*Din Kültürü ve Ahlak Bilgisi*), le cours de religion est obligatoire pour tous. Il est enseigné de la quatrième année de l'école primaire jusqu'à la troisième et dernière année de l'école secondaire inférieure à concurrence de deux heures par semaine. Dans l'enseignement secondaire supérieur, il

10. *Amerikan Gizli Belgelerinde Türkiye'de İslamcı akımlar*, İstanbul, 1990, (3^e éd.), p. 55. Grâce à l'enseignement religieux, le régime des militaires s'est efforcé de contrer le nationalisme kurde dans l'est et le sud-est du pays. La vie islamique était considérée comme un « antidote » au séparatisme. Par exemple, on a inauguré certaines écoles religieuses (*imam hatip*) dans plusieurs villes où les Kurdes et les Alévis étaient majoritaires. Dans les campagnes de ces régions, plusieurs enfants villageois ont été conduits vers les grandes villes où, en tant que pensionnaires, ils ont reçu l'enseignement religieux. Cf. Serhan Karagil, « Bu ne bitmez kin », *Zaman*, 20 avril 1990.

11. *Cumhuriyet*, 21 mars 1990.

12. Pour feuille de séance voir, « Tutanaklara göre MGK'da Anayasa Tartışmaları », *Cumhuriyet*, 26 juin-juillet 1987.

Une République laïque

- Avril 1928 : la Turquie est le premier pays musulman à se déclarer officiellement laïque ; les mots « la religion de l'État turc est l'islam » sont retirés de l'article 2 de la Constitution. Création de la direction des Affaires religieuses, qui dépend directement du Premier ministre, chargée de l'organisation du culte islamique.
- Article 2 de la Constitution du 7 novembre 1982 : « La République de Turquie (proclamée en 1923) est un État de droit démocratique, laïque et social ».

Structures éducatives

Pourcentage des élèves scolarisés

- Pour l'enseignement primaire : établissements publics : 98,2 % ; établissements privés subventionnés par l'État : (sans objet) ; établissements privés indépendants : 1,8 %.
- Pour le premier cycle de l'enseignement secondaire : non communiqué.
- Pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire : établissements publics : 97,9 % ; établissements privés subventionnés par l'État : (sans objet) ; établissements privés indépendants : 2,1 %.

Enseignement obligatoire : école primaire (cinq ans) et école secondaire inférieure (trois ans). Instruction secondaire supérieure dans les lycées (trois ou quatre ans d'étude). Lycées d'enseignement général, lycées d'enseignement technique et professionnel. Mixité des écoles, laïcité des contenus d'enseignement, gratuité.

Les écoles privées sont le plus souvent non confessionnelles, payantes et doivent suivre les programmes du ministère de l'Éducation. Il existe aussi des écoles privées « confrériques » ou islamiques et des écoles privées chrétiennes et juives.

Constitution de novembre 1982

Article IV-24 « L'éducation et l'enseignement religieux et éthique sont dispensés sous la haute surveillance et le contrôle de l'État. L'enseignement de la culture religieuse et de la morale figure parmi les cours obligatoires dispensés dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire. »

En 1982, les cours de religion et de morale sont rendus obligatoires à partir de la quatrième année de l'école primaire dans tout type d'instruction publique.

Enseignement supérieur à caractère religieux

Vingt-quatre facultés de théologie musulmane. Nombre en augmentation croissante. Facultés mixtes. 1995 : sur un total de 1,1 million d'étudiants, 12 000 étaient en théologie.

Enseignement religieux

« Cours de culture religieuse et de connaissances morales »

Enseignement obligatoire pour tous, pour les élèves musulmans comme pour les élèves juifs et chrétiens (sauf pour les parties islamiques). Depuis 1982, les cours de religion et de morale sont obligatoires à partir de la quatrième année de l'école primaire dans le public.

Volume horaire

De la 4^e année de l'école primaire à la 3^e et dernière année de l'école secondaire inférieure : trois cours hebdomadaires ; à l'école primaire pour les niveaux 4, 5, 6, 7 et 8 : une heure hebdomadaire.

Contenus

Cours d'histoire comparée des religions (et non pas cours de religion islamique) et de morale citoyenne et patriotique.

Contenus et rédaction des manuels sont établis par le ministère de l'Éducation nationale et portent majoritairement sur la religion et la civilisation islamiques. Ils abordent aussi la genèse, l'histoire, les institutions, les rites culturels principaux, les aspects philosophiques et moraux des grandes religions du monde. Il s'agit de « fournir aux élèves du primaire et du secondaire une connaissance de base suffisante en matière de religion en général et de religion islamique en particulier ».

Enseignants

En 4^e et 5^e année d'école primaire, les cours sont dispensés par les instituteurs ; à l'école secondaire (niveaux inférieur et supérieur), les cours sont dispensés par des enseignants diplômés des facultés de théologie musulmane.

Écoles coraniques

Enseignement confessionnel : les cours de catéchèse islamique dépendent de la Présidence des affaires religieuses (organisme suprême de tutelle en matière de gestion et de référence du culte islamique en Turquie) et non du ministère de l'Éducation nationale. Les cours de catéchèse islamique ont lieu en général dans les annexes des mosquées en journée, en soirée, le week-end ou durant les congés scolaires. Les cours ne sont pas mixtes.

Matière essentielle : apprentissage par cœur du Coran et enseignement des éléments essentiels de la religion islamique. Certificat officiel de catéchèse et de « récitant coranique » (*hafidh*) délivré par la Présidence des affaires religieuses. Les mosquées locales peuvent organiser des cours de catéchèse informels ne donnant pas droit à un certificat officiel.

Lycées techniques pour la formation du personnel religieux

Formation des enseignants pour dispenser les cours de « culture religieuse et connaissances morales » dans l'enseignement secondaire. Les diplômés peuvent devenir imams ou muftis (jurisconsultes ou conseillers en questions religieuses et fonctionnaires chargés de l'organisation et du fonctionnement des mosquées).

Sources

Données OCDE, 2001 : tableau « Répartition des élèves de l'enseignement primaire et secondaire dans les établissements publics et privés ».

Site du ministère de l'Éducation nationale (en anglais) : <http://www.meb.gov.tr/indexeng.htm>

« L'enseignement de la religion et de la morale dans le système éducatif turc », Mehmet Zeki Aydin, docteur en théologie musulmane et Ural Manço, chercheur et chargé d'enseignement au Centre d'études sociologiques de Bruxelles : http://www.flwi.ugent.be/cie/aydin_manco1.htm

« Le nouveau visage de la Direction des affaires religieuses en Turquie », Yvette Benusiglio, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), n° 31, janvier-juin 2001, pp. 281-289.

« La situation inconfortable d'un gouvernement islamique dans une République laïque » *Le Monde*, 23/04/2004.

Sophie Condat
Juin 2004

est enseigné à concurrence d'une heure par semaine durant les trois années d'études, pour l'enseignement général, et durant les quatre années d'études, pour l'enseignement technique et professionnel. L'obligation constitutionnelle en matière d'enseignement religieux crée une situation contradictoire : tandis que le premier paragraphe de l'article 24 de la constitution de 1982 souligne que « chacun possède la liberté de croyance, d'opinion, de conscience », on signale, au quatrième paragraphe du même article, que l'enseignement religieux est obligatoire dans les établissements scolaires.

En défendant l'enseignement religieux obligatoire, on présuppose qu'en Turquie, la majorité de la population est musulmane : il est donc normal que l'enseignement religieux soit obligatoire pour répondre au besoin de la majorité qui veut apprendre sa religion. Ceux qui partagent cette opinion avancent l'argument suivant : « admettons que 1 % des musulmans n'acceptent pas que leurs enfants suivent les cours de religion : puisque nous vivons en démocratie, faut-il agir d'après la volonté de la majorité ou de la minorité ? »¹³ Ainsi, en prenant le prétexte de la démocratie, certains prônent l'enseignement obligatoire de la religion.

Quant à l'argument selon lequel l'enseignement de religion favoriserait « l'unité et la solidarité nationale », il peut se discuter. Dans certains manuels scolaires en effet, les cours de religion, au lieu de délivrer un message fraternel et solidaire, rangent les individus en catégories, « croyants », « infidèles », « traîtres », « pécheurs », les « infidèles » et les « pécheurs » étant présentés comme des ennemis¹⁴.

Certains manuels scolaires visent à conditionner les élèves, au lieu de les informer. De ce fait, une partie d'entre eux, en ce qui concerne le cours de culture religieuse et de connaissances morales, sont loin d'être bénéfiques aux enfants. D'autre part, certains islamistes eux-mêmes diffusent, lors de ces cours, des messages qui ne sont pas pour déplaire aux intégristes. Par exemple, un écrivain islamiste a déclaré que « les enseignants ne sont pas limités à exposer les informations qui se trouvent dans les manuels : ces cours servent à mieux annoncer l'islam »¹⁵.

En effet, dans certains établissements scolaires, au lieu de suivre le programme, les enseignants chargés des cours de religion, les utilisent comme instrument pour mieux propager l'idéologie de la *charia*¹⁶. Le régime militaire du 12 septembre 1980 a fait une erreur fatale en rendant obligatoire l'enseignement religieux. En Turquie, le choix politique de contrer les gauches extrémistes en créant un « islam modéré » a échoué car il a favorisé la pensée islamiste.

13. Raşit Küçük, Mustafa Öcal, *Türk Milli Eğitiminde Din Kültürü ve Ahlak Bilgisi Dersleri*, İstanbul, 1993, p. 23-24.

14. Aysel Ekşi, « Türkiye'de Dinsel Yayınlar », *Çağdaş Kültürümüz: Olgular-Sorunlar*, İstanbul, 1991, p. 281.

15. Abdurrahman Dilipak, *Bu Din Benim Dinim Değil*, İstanbul, 1992, (6^e éd.), p. 55, 67.

16. Pour quelques exemples, voir l'hebdomadaire *2000'e doğru*, n° 6, 9 février 1992, p. 32-33.

Malgré tous ses efforts, le gouvernement laïc n'a pas pu contrôler la conception de l'islam enseignée dans les cours de religion. De plus, certains enseignants ne présentent pas l'islam comme une foi mais comme un fait qui englobe toutes les facettes de la vie individuelle et collective des êtres humains, y compris la vie politique et sociale.

D'autre part, le fait que l'enseignement de religion soit devenu obligatoire, comme indiqué dans la Constitution de 1982, pose des problèmes dans plusieurs domaines. Tout d'abord, l'enseignement obligatoire de la religion ne s'accorde jamais à l'idée de laïcité parce que, dans la structure laïque, l'État doit être neutre vis-à-vis de toutes les croyances. Autrement dit, l'État laïc doit mener une politique au-dessus des religions et des sectes. La majorité absolue de la population de la Turquie est musulmane. Cela constitue un point de départ pour les défenseurs de l'enseignement obligatoire de la religion. Mais tout le monde sait que les musulmans turcs se réfèrent à différentes conceptions de l'islam. Il existe chez les Turcs plusieurs sectes ou ordres religieux qui sont en désaccord sur les principes fondamentaux de l'islam. Il est clair qu'en Turquie, l'enseignement obligatoire de religion se fait d'après la conception sunnite. Mais les Alévis, qui composent une forte proportion de la population turque, sont toujours opposés à cet enseignement obligatoire. Et même s'ils sont une minorité, des non musulmans vivent aussi dans le pays. En dépit de cette situation, l'enseignement de la religion se poursuit dans les établissements scolaires. Depuis 1949, l'éducation nationale revêt de plus en plus, en Turquie, un caractère religieux amplifié surtout depuis les années 1980.

Les écoles religieuses (*imam hatip*)

Les *imam hatip* (écoles religieuses) et les *Kuran Kursu* (écoles coraniques) constituent un autre aspect de l'enseignement de la religion en Turquie. Comme on le sait, au début de la République, plusieurs établissements scolaires fonctionnaient séparément. Les fondateurs de la République avaient décidé de réaliser des réformes sur le plan culturel ainsi que sur le plan de l'enseignement. En 1924, on adopta la loi dite de l'unicité de l'enseignement grâce à laquelle tous les établissements scolaires étaient réunis au sein du ministère de l'Éducation nationale. D'un autre côté, celui-ci était responsable de l'ouverture des *imam hatip* en vue de former les personnes chargées des services religieux dans la société. Bien que cette loi précise d'une façon certaine le rôle de ces écoles, on a quasiment modifié, notamment après 1970, le principe d'accès à ces écoles et les raisons de leur existence. Le nombre des *imam hatip* a augmenté de façon importante. En outre, elles ont commencé à accepter des filles dans leurs sections féminines, alors que les femmes ne peuvent pas assumer de fonctions religieuses professionnelles dans l'islam. Les diplômés des *imam hatip* pouvaient s'inscrire seulement dans les facultés de théologie jusqu'en 1983. À cette date, à

la suite d'une réforme réalisée par le gouvernement conservateur, les élèves des *imam hatip* ont gagné le droit d'accéder à toutes les facultés. Les *imam hatip* sont donc devenus des établissements scolaires qui préparent aussi les élèves à l'enseignement supérieur.

Les écoles d'*imam hatip* sont considérées par les tenants de la laïcité comme des terrains fertiles pour les mouvements politiques islamiques. En 1997, l'avènement au pouvoir du Parti de la prospérité (*Refah*), islamiste, au sein d'une coalition, a donné de vives inquiétudes aux laïcs ainsi qu'à l'armée. Le 28 février 1997, le *Refah* a dû quitter le pouvoir, à la suite de la déclaration du MGK (conseil national de la sécurité) qui a été considérée comme un coup d'État indirect. Puis, afin de diminuer l'accès aux *imam hatip*, on a adopté la loi sur l'éducation de septembre 1998, inspirée par le MGK, qui rend obligatoire huit ans d'enseignement (au lieu de cinq) dans le secteur public. La situation d'avant 1983 a été rétablie : désormais, les diplômés des *imam hatip* peuvent continuer leurs études supérieures dans les facultés de théologie seulement.

À partir de 1983, l'opinion publique turque s'est préoccupée d'un autre problème qui est lié à l'enseignement religieux, celui du foulard islamique. À la suite de l'interdiction de porter le foulard islamique, les jeunes filles diplômées des *imam hatip* et les autres étudiantes voilées ont déclenché une série de manifestations.

Le foulard islamique

Actuellement dans les universités et les établissements scolaires, il est interdit de porter le foulard islamique. Pourtant, on a pu assister à différentes interprétations de ce problème. En 1984, les étudiantes ont, pour la première fois, obtenu la permission de porter le foulard islamique. Mais la cour de cassation a mis fin à cette permission. Ainsi, le débat sur le foulard islamique s'est répandu dans la société. De multiples manifestations ont eu lieu dans les universités.

Les islamistes estiment que chaque femme musulmane doit porter le foulard islamique, puisque c'est une exigence du Coran, et que se couvrir n'est qu'une question de liberté personnelle. Donc, porter le foulard islamique fait partie des droits de l'homme. Quant aux milieux laïcs, ils considèrent que le foulard islamique ne peut être considéré comme une question de droits de l'homme et qu'il est bel et bien un symbole du défi lancé au système laïque. Certains médias, associations et intellectuels laïcs et démocrates ne considèrent pas le foulard islamique comme la simple expression d'un choix : selon eux, cela fait partie de la stratégie islamiste¹⁷.

17. İlhami Soysal, « Tüban », *Milliyet*/quotidien gauchiste, 7 janvier 1987, Cumhuriyet, 30 décembre 1989.

Les résultats d'une enquête sur le foulard islamique réalisée par une revue semblent justifier les inquiétudes des laïcs. D'après ce sondage, ceux qui portent le foulard islamique sont dans l'idée qu'il faut se couvrir complètement, conformément à la *charia*¹⁸.

En Turquie, l'enseignement religieux, la multiplication des *imam hatip* et d'autres facteurs internes et externes ont favorisé l'émergence des mouvements islamistes qui se sont rapidement développés dans les années quatre-vingts. Il est clair que le mouvement islamiste en Turquie ne présente pas un caractère monolithique. On sait que certains tenants de ce mouvement tentent de conjuguer islam et démocratie. Bien qu'ils soient moins puissants, il faut aussi parler des partisans fondamentalistes qui s'opposent ardemment à la laïcité, à la démocratie et aux valeurs occidentales.

Depuis les derniers jours de l'empire ottoman, la Turquie suit une politique constante afin de faire partie du monde occidental. Grâce à cette politique, elle a fait des progrès importants sur les plans de la démocratie et de la laïcité. Toutefois, dans certains domaines, on peut constater des pratiques auxquelles les pays occidentaux démocratiques sont étrangers. Le cours obligatoire de religion en est l'un des exemples.

18. 5 % des participants à cet enquête se contentent de porter le foulard islamique, tandis que 95 % estiment que se couvrir complètement est une nécessité religieuse. Voir Hakan Aygün, *Şeriatın ayak sesleri*, Ankara, 1992, p. 88.